

Ordonnance n° 2020-347 du 27 mars 2020 adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire.

A qui s'applique cette ordonnance ?

- tous les établissements publics, quel que soit leur statut ;
- les groupements d'intérêt public (GIP) ;
- les autorités administratives indépendantes (AAI) et les autorités publiques indépendantes (API) ;
- d'autres organismes publics ;
- les organismes privés chargés d'une mission de service public administratif ;
- les commissions et autres instances collégiales administratives, notamment les instances de dialogue social comme les comités techniques (CT), les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

Pour quelle durée ?

Ces mesures ont une portée rétroactive au 12 mars 2020 et cesseront de s'appliquer un mois après la fin de la période d'état d'urgence sanitaire.

Durant cette période, les organes collégiaux de ces entités sont autorisés :

- ***A recourir à des réunions dématérialisées où à la visioconférence ;***
- ***A déroger aux règles de répartition en vigueur au sein de certains de ces organismes afin de garantir la continuité de leur fonctionnement :***
 - ***Les organes délibérants de ces organismes pourront décider de transférer certaines de ces compétences au profit des organes exécutifs ;***
 - ***Les compétences en matière d'exercice du pouvoir de sanction par les autorités administratives ou publiques indépendantes ne pourront cependant pas être déléguées.***

La possibilité de recourir à ces mesures est possible même si les règles de fonctionnement prévoyaient des modalités d'organisation différentes.

Délégations de certains pouvoirs à l'exécutif

Pour assurer la continuité de leur fonctionnement en ces circonstances sanitaires exceptionnelles, l'ordonnance autorise les instances de délibération à déléguer à certains de leurs pouvoirs à l'organe exécutif, qui peut être le président directeur général, le directeur général ou toute personne exerçant des fonctions comparables. Cette délégation est exécutoire dès son adoption.

Les compétences ainsi transférées ne pourront l'être qu'en raison de l'urgence qui pourrait s'attacher à l'intervention des mesures qu'elles permettront de prendre. Le titulaire de la délégation doit en outre rendre compte au Conseil d'administration ou à l'organe délibérant des mesures prises.

Par ailleurs, en cas d'impossibilité avérée de tenir les réunions du conseil d'administration ou de l'organe délibérant, y compris de manière dématérialisée, le président ou un autre membre le

représentant peut en exercer les compétences afin d'adopter des mesures présentant un caractère d'urgence, jusqu'à ce que le conseil d'administration ou l'organe délibérant puisse à nouveau se réunir.

Le président de ces organismes ou le membre le représentant devra, par tout moyen, informer l'autorité de tutelle et les membres de l'instance collégiale de la mise en œuvre de cette faculté et lui en rendre compte lorsqu'il pourra à nouveau être réuni.

Continuité des mandats

Cette ordonnance permet également aux membres des instances délibérantes de continuer à siéger jusqu'à leur remplacement lorsque leur mandat arrive à échéance pendant une période courant à partir du 12 mars 2020. Cette prorogation ne peut excéder le 30 juin 2020, sauf lorsque le remplacement de ces personnes suppose l'organisations d'élections. Dans ce cas la prorogation est portée au 31 octobre 2020.

Ces dispositions sont également applicables aux dirigeants dont le mandat est arrivé à échéance durant la période d'urgence sanitaire. Ceux-ci continuent d'exercer leurs fonctions aussi longtemps qu'ils n'ont pas été remplacés dans les conditions prévues par les lois et les règlements et au plus tard jusqu'au 30 juin 2020.

Validité des délibérations et règles de quorum

Les instances délibérantes pourront pour l'adoption de mesures ou avis présentant un caractère d'urgence, se réunir et délibérer valablement alors que leur composition est incomplète et nonobstant les règles de quorum qui leur sont applicables.

Dispositions diverses

Ces mesures ne sont pas applicables aux instances de décision ayant fait l'objet d'autres mesures d'adaptations particulières poursuivant le même objet.

Ordonnance du 25 mars 2020 n°2020-306 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période

(cf. circulaire du 26 mars 2020 Civ/01/20 – N° NOR : JUSC 2008608C)

Dans cette ordonnance, le gouvernement se prononce sur les modalités de prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et l'adaptation des procédures pendant cette même période.

Le titre I fixe les dispositions générales relatives à la prorogation des délais.

- **L'article 1^{er}** de l'ordonnance indique que les dispositions du premier titre seront applicables aux délais et mesures qui ont expiré ou qui expirent **entre le 12 mars 2020 et l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire.**

La circulaire précise que les délais de prorogation prévus par les articles suivants s'ajoutent à ce délai d'un mois suivant l'expiration de la cessation de l'état d'urgence sanitaire.

L'article 1^{er} exclut du champ d'application du titre I^{er} :

- Les délais et mesures résultant de l'application de règles de droit pénal et de procédure pénale, ainsi que ceux concernant les élections régies par le code électoral ;
 - Les délais concernant l'édition et la mise en œuvre des mesures privatives de liberté ;
 - les délais concernant les procédures d'inscription dans un établissement d'enseignement ou aux voies d'accès à la fonction publique (délais d'inscription à un concours, délais de la plateforme « Parcoursup ») ;
 - Les obligations financières et garanties y afférentes mentionnées aux articles L. 211-36 et s. du code monétaire et financier ;
 - **Les délais et mesures ayant l'objet d'autres adaptations particulières par la loi du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ou en application de celle-ci : *par exemple, dans le cadre des fédérations et associations sportives, l'ordonnance n°2020-318 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles relatives à l'établissement, l'arrêté, l'audit, la revue, l'approbation et la publication des comptes et des autres documents et informations que les personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé sont tenues de déposer ou publier, qui déroge de trois mois les délais d'approbation des comptes des personnes morales et entité de droit privé, qui clôturent leurs comptes entre le 30 septembre 2019 et l'expiration d'un délai d'un mois après la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire.***
- **L'article 2** prévoit un mécanisme de **report du terme ou de l'échéance pour les actes et formalités prescrits par la loi ou le règlement, ainsi que pour les actions en justice et les recours.**
- ➔ **Mécanisme du texte : L'article 2 interdit que l'acte intervenu dans le nouveau délai imparti puisse être regardé comme tardif.** Ainsi, alors même qu'il est réalisé après la date ou le terme initialement prévu, l'acte peut être régulièrement effectué avant l'expiration d'un nouveau délai égal au délai qui était initialement imparti par la loi ou le règlement, lequel recommence à courir à compter de l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire. **Ce délai supplémentaire après la fin de la période juridiquement protégée ne peut**

toutefois excéder deux mois (ainsi, soit le délai initial était inférieur à deux mois, et l'acte doit être effectué dans le délai imparti par les textes, soit il était supérieur à deux mois et il doit être effectué dans un délai de deux mois).

Par exemple : Le délai de prescription quinquennale de droit commun (article 2224 CCiv), qui expire entre le 12 mars et la fin de l'état d'urgence + 1 mois, sera limité à deux mois au jour de l'expiration du mois suivant la fin de l'état d'urgence pour introduire une action en justice. En revanche, l'appelant ne dispose que d'un délai d'un mois pour remettre ses conclusions au greffe dans la procédure à bref délai, ce délai reste d'un mois suivant la fin de l'état d'urgence + 1 mois.

➔ Champ d'application :

- L'article 2 ne concerne que les délais qui sont arrivés à échéance ou les actes qui devaient être accomplis entre le 12 mars 2020 et l'expiration du mois suivant la cessation de l'état d'urgence sanitaire.
- **Les délais prévus contractuellement ne sont pas concernés.**
- **Le paiement des obligations contractuelles n'est pas suspendu pendant cette période** (sauf clauses contractuelles paralysées par l'article 4).

Le droit commun s'applique cependant aux obligations contractuelles si leurs conditions sont réunies et sous réserve de l'appréciation du juge (exemple : suspension de la prescription pour impossibilité d'agir en application de l'article 2234 du code civil, force majeure en matière contractuelle prévue par l'article 1218 du code civil).

- **L'article 3 proroge de plein droit**, jusqu'à l'expiration d'un délai de **deux mois** suivant l'expiration d'un mois suivant la fin de l'état d'urgence sanitaire, **les mesures administratives ou juridictionnelles suivantes** :
 - Les mesures conservatoires, d'enquête, d'instruction, de conciliation ou de médiation ;
 - Les mesures d'interdiction ou de suspension qui n'ont pas été prononcées à titre de sanction ;
 - Les autorisations, permis et agréments ;
 - Les mesures d'aide, d'accompagnement ou de soutien aux personnes en difficulté sociale ;
 - Les mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial.
- **L'article 4 prévoit que les astreintes, clauses pénales, clauses résolutoires et clauses déchéances, lorsqu'elles ont pour objet de sanctionner l'inexécution d'une obligation dans un délai déterminé, sont réputées n'avoir pas pris cours ou produit effet**, si ce délai a expiré pendant la période visée à l'article 1^{er}. Elles prendront effet **un mois** après cette période, si le débiteur n'a pas exécuté son obligation d'ici là.

Il fixe également le sort **des astreintes et clauses pénales qui avaient commencé à courir avant le 12 mars 2020 : leur cours est suspendu** pendant la période visée à l'article 1^{er}. Elles reprendront effet **dès le lendemain**.

- **L'article 5 prévoit la prolongation de deux mois après la fin de la période visée à l'article 1^{er}, des délais pour résilier ou dénoncer une convention** lorsque sa résiliation ou l'opposition à son renouvellement devait avoir lieu dans une période ou un délai qui expire durant la période définie à l'article 1^{er}.

Le titre II fixe les autres dispositions particulières aux délais et procédures en matière administrative

- **L'article 6** prévoit le champ d'application du Titre II qui s'étend :
 - aux administrations de l'Etat,
 - aux collectivités territoriales,
 - aux établissements publics administratifs,
 - aux organismes et personnes de droit public et de droit privé chargés d'une mission de service public administratif (par exemple : les fédérations sportives délégataires), y compris les organismes de sécurité sociale.
- **L'article 7** prévoit la **suspension jusqu'à la fin de la période définie à l'article 1^{er} de l'ordonnance des délais de l'action administrative** (décision, accord ou avis qui doit intervenir ou qui est implicitement acquis) qui n'ont pas expiré avant le 12 mars 2020.

La suspension des délais est également prévue pour la vérification de la complétude d'un dossier ou la sollicitation de pièces complémentaires dans le cadre de l'instruction d'une demande ainsi que pour la consultation ou la participation du public.

Attention, toutefois, cette suspension ne s'applique pas aux obligations découlant du droit de l'Union européenne (Sont par exemple impactées les décisions administratives en matière de liberté d'établissement et de liberté de prestation de service des éducateurs sportifs).

- **L'article 8** prévoit également la **suspension des délais imposés par l'administration pour la réalisation des contrôles et travaux ou la conformité à des prescriptions** de toute nature, sauf celles qui résultent d'une décision judiciaire.
- **L'article 9** prévoit que par dérogation aux articles 7 et 8, **un décret déterminera les catégories d'actes, de procédures et d'obligations pour lesquels**, pour des motifs de protection des intérêts fondamentaux de la Nation, de sécurité, de protection de la santé, de la salubrité publique, de préservation de l'environnement ou de protection de l'enfance et de la jeunesse, **le cours des délais reprend**.
- **L'article 10** prévoit la **suspension des délais accordés à l'administration** :
 - Pour réparer les omissions totales ou partielles constatées **en matière fiscale** ;
 - En matière d'instruction sur place **des demandes de remboursement des crédits de taxe sur la valeur ajoutée et en matière de douanes**.
- **L'article 11** prévoit la suspension jusqu'à deux mois suivant la fin de la période mentionnée à l'article 1^{er} des délais en cours ou commençant à courir pendant cette même période dans le cadre **des recouvrements de créances par les comptables publics**.
- **L'article 12** prévoit que pour **les enquêtes publiques** déjà en cours qui connaissent un retard qui entraînerait des conséquences difficilement réparables dans la réalisation de projets présentant un intérêt national et un caractère urgent, **l'autorité compétente peut adapter certaines modalités en prévoyant ou en organisant la poursuite de l'enquête par voie dématérialisée uniquement**.

Ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19

L'ordonnance n°2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19 a adapté les règles de convocation, d'information, de réunion et de délibération des assemblées et des organes collégiaux d'administration, de surveillance et de direction de ces entités.

1. Champs d'application

Cette ordonnance concerne :

- 1° Les sociétés civiles et commerciales ;
- 2° Les masses de porteurs de valeurs mobilières ou de titres financiers ;
- 3° Les groupements d'intérêt économique et les groupements européens d'intérêt économique ;
- 4° Les coopératives ;
- 5° Les mutuelles, unions de mutuelles et fédérations de mutuelles ;
- 6° Les sociétés d'assurance mutuelle et sociétés de groupe d'assurance mutuelle ;
- 7° Les instituts de prévoyance et sociétés de groupe assurantiel de protection sociale ;
- 8° Les caisses de crédit municipal et caisses de crédit agricole mutuel ;
- 9° Les fonds de dotation ;
- 10° Les associations et les fondations.

2. Elle permet :

- **La tenue des assemblées générales par audio ou visioconférence**

Les assemblées générales peuvent se tenir par **conférence téléphonique ou audiovisuelle**, même si les statuts s'y opposent, conformément aux articles 4 et 5 de l'ordonnance précitée. L'organe compétent pour la convoquer peut même décider qu'elle se tienne sans que les membres ou les personnes ayant droit d'y assister ne soient présents physiquement ou par conférence téléphonique ou audiovisuelle.

De plus, il est nécessaire que les **moyens techniques mis en place transmettent au moins la voix des participants et permettent la transmission continue et simultanée des délibérations**.

L'article 4 indique que les membres de l'AG et les autres personnes ayant droit d'y assister doivent **être avisés par tout moyen d'assurer leur information effective de la date et de l'heure**, ainsi que des conditions dans lesquelles ils pourront exercer l'ensemble des droits attachés à leur qualité de membres ou de personne ayant droit d'y assister.

L'article 5 de l'ordonnance précitée prévoit que **les conditions de quorum et de la majorité doivent être remplies** et que sont réputés présents pour leur calcul les membres des assemblées qui participent par une conférence téléphonique ou audiovisuelle permettant leur identification.

Enfin, le vote doit rester à bulletin secret lorsqu'il en est ainsi dans les conditions de droit ordinaire.

- **La communication de documents ou la transmission d'informations par voie électronique**

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance précitée, l'association qui serait sollicitée par un membre de l'assemblée générale préalablement à sa tenue pour **la communication d'un document ou d'une information pourra le faire par voie électronique.**

- **Ces règles sont applicables aux autres organes dirigeants**

Ces règles sont **applicables également aux autres organes dirigeants** qui peuvent organiser pour tout type de décision des conférences téléphoniques ou audiovisuelles permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective (article 8).

Comme pour les assemblées, les moyens mis en œuvre transmettent au moins la voix des participants et satisfont à des caractéristiques techniques permettant la retransmission continue et simultanée des délibérations.

<p>Ordonnance n° 2020-318 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles relatives à l'établissement, l'arrêté, l'audit, la revue, l'approbation et la publication des comptes et des autres documents et informations que les personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé sont tenues de déposer ou publier dans le contexte de l'épidémie de covid-19</p>

L'ordonnance n° 2020-318 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles relatives à l'établissement, l'arrêté, l'audit, la revue, l'approbation et la publication des comptes et des autres documents et informations que les personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé sont tenues de déposer ou publier dans le contexte de l'épidémie de covid-19 a notamment adapté les règles relatives aux délais.

1. Champs d'application

Cette ordonnance concerne toute entité de droit privé ayant la personnalité morale ou non qui est tenue d'établir, arrêter et faire approuver ses comptes.

2. Elle permet notamment la prorogation de trois mois des délais impartis pour l'approbation des comptes et des documents qui y sont joints.

Cette **prorogation ne s'applique pas** aux personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé qui ont **désigné un commissaire aux comptes et dont ce commissaire a émis son rapport sur les comptes avant le 12 mars 2020**

Sont concernées les personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé **clôturant leurs comptes entre le 30 septembre 2019 et l'expiration d'un délai d'un mois après la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire** déclaré par l'article 4 de la loi 2020-290 du 23 mars 2020

Ordonnance n° 2020-305 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif

Cette ordonnance comporte des dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement des juridictions et des dispositions relatives aux délais de procédure et de jugement.

Elle **s'applique aux juridictions administratives** sauf lorsqu'elle en dispose autrement.

1. Quant à l'organisation et au fonctionnement des juridictions.

Le titre I permet :

- de compléter des formations de jugement grâce à l'adjonction de magistrats issus d'autres juridictions ;
- de communiquer aux parties des pièces, actes et avis par tout moyen ;
- de tenir des audiences à huis clos ou en publicité restreinte ;
- de tenir des audiences en usant de moyen de communication audiovisuelle ou, en cas d'impossibilité, par tout moyen de communication électronique ;
- de dispenser dans toutes matières le rapporteur public d'exposer des conclusions lors de l'audience ;
- de statuer sans audience sur des requêtes présentées en référé et sur les demandes de sursis à exécution ;
- de rendre publique les décisions de justice par mise à disposition au greffe de la juridiction ;
- de faire signer la minute des décisions par le seul président de la formation de jugement ;
- de notifier la décision à l'avocat de la partie qu'il représente (la notification du jugement ou de l'arrêt rendu à compter du 26 mars 2020 et jusqu'à la fin de l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire faite à l'avocat fera courir le délai de recours à son encontre, sans qu'il soit besoin d'une notification à partie) ;
- de ne pas prononcer lors de l'audience les jugements relatifs aux mesures d'éloignement des étrangers placés en centre de rétention.

2. Quant aux délais de procédure et de jugement

Le I. de l'article 15 de l'ordonnance prévoit que **la prorogation de délais** prévues par l'article 2 de l'ordonnance du 25 mars 2020 n°2020-306 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période est applicable « *aux procédures devant les juridictions de l'ordre administratif* ». Pour mémoire, l'acte peut être régulièrement effectué **avant l'expiration d'un nouveau délai égal au délai qui était initialement imparti par la loi ou le règlement, lequel recommence à courir à compter de l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire. Ce délai supplémentaire après la fin de la période juridiquement protégée ne peut toutefois excéder deux mois.**

Le II de l'article 15 de l'ordonnance prévoit toutefois **trois dérogations** à cette prorogation s'agissant des délais de recours contentieux. Ceux-ci **ne concernent pas les contentieux sportifs** mais certains contentieux de l'entrée et du séjour des étrangers et certains recours ou réclamations contre les opérations électorales du premier tour des élections municipales organisé le 15 mars 2020.

Il y a en outre deux précisions concernant les délais en contentieux administratifs :

- les **mesures de clôture d'instruction** dont le terme vient à échéance au cours de la période courant du 12 mars 2020 à l'expiration d'un délais d'un mois à compter de la date de cessation d'urgence sanitaire sont **prorogées de plein droit jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la fin de cette même période**, à moins que ce terme ne soit reporté par le juge ;
- durant cette même période, **le point de départ des délais impartis au juge pour statuer est reporté au premier jour du deuxième mois suivant la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire.**